

5°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, pacsé à Madame [REDACTED] selon un pacte civil de solidarité (PACS) conclu le 26 janvier 2023 à CHOISY LE ROI (94), demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

6°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, marié à Madame [REDACTED] le 16 décembre 2023 à la Mairie de VILLE PARISIS, demeurant [REDACTED] par exploit de la SARL LE DISCORDE – SALOME – DECLOUX, Commissaires de Justice à OZOIR LA FERRIERE, en date du 28 avril 2025

Acte délivré selon les dispositions des articles 656 et 658 du Code de procédure civile.

7°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

8°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

9°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

10°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

11°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

12°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

13°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

14°) Madame [REDACTED] née le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 19 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions de l'article 659 du Code de procédure civile.

15°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité sénégalaise, marié à Madame [REDACTED] à la mairie de Ourosogui (SENEGAL) le 12 septembre 2003 sous le régime de la communauté aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable, demeurant [REDACTED] par exploit de la SELARL OLLAGNON – MARA – COULON – SOUYAH-MEDEUF, Commissaires de Justice à CREIL, en date du 7 mai 2025

Acte délivré selon les dispositions des articles 656 et 658 du Code de procédure civile.

PARTIES SAISIES

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains du Commissaire de justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué sus-dénommé et domicilié, la somme totale de :

VINGT-HUIT MILLE CINQUANTE-HUIT EUROS et QUARANTE-VINGT CENTIMES (28.058,80 €)

(I) + (II) = 18.585,59 € + 9.473,21 € = 28.058,80 €

en vertu du jugement réputé contradictoire et rendu en premier ressort le 16 décembre 2021 par le Tribunal Judiciaire de PARIS « Charges de copropriété » signifié les 30 et 31 décembre 2021 par la SCP CHOURAQUI – NACACHE – FOURRIER – SADOUN, Commissaires de justice à CRETEIL et d'un jugement réputé contradictoire et rendu en premier ressort le 30 mai 2024 par le Tribunal Judiciaire de PARIS « Charges de copropriété » signifié les 19 juin 2024, 26 juin 2024 et 1^{er} juillet 2024 par la SCP CHOURAQUI – NACACHE – FOURRIER – SADOUN, Commissaires de justice à CRETEIL, et par la SCP BERAT – FORESTIER – CIVIERO, Commissaires de Justice à SENLIS, devenus définitifs.

selon décompte arrêté au **31 mars 2025**, s'établissant de la façon suivante :

I - En vertu du jugement réputé contradictoire et rendu en premier ressort le 16 décembre 2021 par le Tribunal Judiciaire de PARIS « Charges de copropriété » :

1°) Au titre des charges de copropriété impayées au 1er octobre 2020 (pour la période du 1er avril 2013 au 1er octobre 2020)	13 723,32 €
Intérêts au taux légal à compter du 16 décembre 2021 avec capitalisation des intérêts	
0,76 % du 16.12.2021 au 31.12.2021	4,57 €
0,76 % du 01.01.2022 au 01.03.2022	17,14 €
5,76 % du 02.03.2022 au 30.06.2022	262,04 €
5,77 % du 01.07.2022 au 14.12.2022	362,29 €
5,77 % au 15.12.2022 au 31.12.2022 sur la somme de 14.369,36 €	38,62 €
7,06 % du 01.01.2023 au 30.06.2023	503,07 €
9,22 % du 01.07.2023 au 14.12.2023	606,17 €
9,22 % du 15.12.2023 au 31.12.2023 sur la somme de 15.517,22 €	66,63 €
10,07 % du 01.01.2024 au 22.05.2024	610,52 €
Règlement du 22 mai 2024	-400,00 €
10,07 % du 23.05.2024 au 30.06.2024	166,50 €
9,92 % du 01.07.2024 au 23.10.2024	483,66 €
Règlement du 23 octobre 2024	-300,00 €
9,92 % du 24.10.2024 au 10.12.2024	201,88 €
Règlement du 10 décembre 2024	-300,00 €
9,92 % du 11.12.2024 au 12.12.2024	8,41 €
Règlement du 12 décembre 2024	-204,50 €
9,92 % du 13.12.2024 au 14.12.2024	8,41 €
9,92 % du 15.12.2024 au 31.12.2024 sur la somme de 15.858,73 €	73,07 €
8,71 % du 01.01.2025 au 06.01.2025	22,71 €
Règlement du 6 janvier 2025	-451,00 €
8,71 % du 07.01.2025 au 10.01.2025 sur la somme de 15.503,51 €	14,80 €
Règlement du 10 janvier 2025	-50,00 €
8,71 % du 11.01.2025 au 04.02.2025 sur la somme de 15.468,31 €	92,28 €
Règlement du 4 février 2025	-50,00 €
8,71 % du 05.02.2025 au 06.02.2025	7,38 €
Règlement du 6 février 2025	-250,00 €
8,71 % du 07.02.2025 au 31.03.2025 sur la somme de 15.267,97 €	193,10 €
2°) Au titre de l'article 700 du Code de procédure civile	1 000,00 €
Intérêts au taux légal à compter du 16 décembre 2021	
0,76 % du 16.12.2021 au 31.12.2021	0,33 €
0,76 % du 01.01.2022 au 01.03.2022	1,25 €
5,76 % du 02.03.2022 au 30.06.2022	19,09 €
5,77 % du 01.07.2022 au 31.12.2022	29,09 €
7,06 % du 01.01.2023 au 30.06.2023	35,01 €
9,22 % du 01.07.2023 au 31.12.2023	46,48 €
10,07 % du 01.01.2024 au 30.06.2024	50,07 €
9,92 % du 01.07.2024 au 31.12.2024	49,87 €
8,71 % du 01.01.2025 au 31.03.2025	21,48 €
3°) Au titre des dépens	1 849,14 €
Soit un TOTAL au 31 mars 2025	18 585,59 €

II – En vertu du jugement réputé contradictoire et rendu en premier ressort le 30 mai 2024 par le Tribunal Judiciaire de PARIS « Charges de copropriété » :

1°) Au titre des charges de copropriété impayées pour la période du 15 octobre 2020 au 15 janvier 2023	5 381,40 €
Intérêts au taux légal à compter du 1er mars 2023 avec capitalisation des intérêts	
2,06 % du 01.03.2023 au 30.06.2023	37,05 €
4,22 % du 01.07.2023 au 31.12.2023	114,48 €
5,07 % du 01.01.2024 au 28.02.2024	43,98 €
5,07 % du 29.02.2024 au 30.06.2024 sur la somme de 5.576,91 €	95,02 €
4,92 % au 01.07.2024 au 02.09.2024	47,98 €
9,92 % du 03.09.2024 au 31.12.2024	181,39 €
8,71 % du 01.01.2025 au 28.02.2025	78,52 €
8,71 % du 01.03.2025 au 31.03.2025 sur la somme de 5.979,82 €	44,24 €
2°) Au titre de l'article 700 du Code de procédure civile	2 500,00 €
Intérêts au taux légal à compter du 30 mai 2024	
5,07 % du 30.05.2024 au 30.06.2024	11,08 €
4,92 % du 01.07.2024 au 02.09.2024	21,51 €
9,92 % du 03.09.2024 au 31.12.2024	81,31 €
8,71 % du 01.01.2025 au 31.03.2025	53,69 €
3°) Au titre des dépens	781,56 €
Soit un TOTAL au 31 Mars 2025	9 473,21 €

Outre le coût du commandement de payer valant saisie immobilière

Et les intérêts au taux légal continuant à courir du 1^{er} avril 2025 au jour du parfait paiement sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement de payer valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, actions, et frais de mise à exécution, le tout en deniers ou quittances valables.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du 1^{er} bureau du Service de la Publicité Foncière de PARIS, pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les parties saisies n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au 1^{er} bureau du Service de la Publicité Foncière de PARIS le **11 juin 2025 sous les références Numéro SAGES B214P01 volume 2025 S n°00076, volume 2025 S n°00077, volume 2025 S n°00078 et volume 2025 S n°00079.**

L'assignation à comparaître a été délivrée aux parties saisies pour

l'audience d'orientation du Jeudi 6 novembre 2025 à 9h30

**DESIGNATION
DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER
dont dépendent
LES BIENS MIS EN VENTE**

Les biens et droits immobiliers dont s'agit dépendent d'un ensemble immobilier

Sis à PARIS (75018)

2 rue André Del Sarte et 31 rue de Clignancourt

Cadastré section BS numéro 26 lieudit « 2 rue André Del Sarte » pour une contenance de 2a 41ca.

Ledit ensemble immobilier a fait l'objet d'un **règlement de copropriété et état descriptif de division** par acte reçu par Maître BLANCHET, Notaire à PARIS, le 29 juin 1955 dont une expédition a été publiée au 10^{ème} bureau du Service de la Publicité Foncière de PARIS le 16 juillet 1955 volume 2270 n°44.

Ledit état descriptif de division et règlement de copropriété a été modifié par :

- acte reçu par Maître BEAUJOUAN, Notaire à NOGENT-LE-ROI, le 26 juillet 2002 publié au 10^{ème} bureau du Service de la Publicité Foncière de PARIS le 15 mai 2003 Numéro SAGES B214P10 volume 2003 P n°2930,
- acte reçu par Maître BEAUJOUAN, Notaire à NOGENT-LE-ROI, le 12 septembre 2003 publié au 10^{ème} bureau du Service de la Publicité Foncière de PARIS le 13 novembre 2003 Numéro SAGES B214P10 volume 2003 P n°7088 suivi d'une attestation rectificative valant reprise pour ordre établie par ledit notaire le 12 septembre 2003 et publiée audit service le 15 décembre 2003 Numéro SAGES B214P10 volume 2003 D n°12998.

DESIGNATION DES BIENS MIS EN VENTE

Les biens et droits immobiliers dont s'agit forment :

Lot numéro TRENTE ET UN (31) :

Une **PIECE** au 2^{ème} étage sur la rue André Del Sartre jouxtant le lot n°29.
Et les 13 / 1012èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Selon le procès-verbal de description dressé par Maître Pauline MASSUYEAU, membre de la SELARL RM & ASSOCIES, Commissaires de Justice à PARIS, en date du 23 juillet 2025, le logement est occupé par un homme se déclarant membre de l'indivision propriétaire du bien.

Le logement est constitué d'une seule pièce en longueur. Aucune salle d'eau n'est existante.

L'accès de l'immeuble sur rue est sécurisé.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes aisances et dépendances, tous biens, droits et actions quelconques y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait de matrice cadastrale ci-après annexé.

Relevé de propriété

Année de référence : 2024	Département : 75 0	Commune : 118 PARIS 18	TRES : 038	Numéro communal : K04431
Présentation des occupants				
Droit réel : Propriétaire/Indivision		Numéro propriétaire: MD87VP	Né(e) le 16/11/1961	À 99 SENEGAL(DAKAR)
Nom : ■ Prénom : HAWA				
Adresse : 164 RUE ETIENNE DOLET				
94140 ALFORTVILLE				
Droit réel : Propriétaire/Indivision		Numéro propriétaire: MD87VC	Né(e) le 06/09/1992	À 94 SAINT-MAURICE
Nom : BA Prénom : OUMAR				
Adresse : CHEZ NIANG AMINATA 3 AV LOUISON BOBET				
94120 FONTENAY SOUS BOIS				
Droit réel : Propriétaire/Indivision		Numéro propriétaire: MD87V8	Né(e) le 30/10/1991	À 75 PARIS
Nom : ■ Prénom : SOULEMAN				
Adresse : 3 AV LOUISON BOBET				
94120 FONTENAY SOUS BOIS				
Droit réel : Propriétaire/Indivision		Numéro propriétaire: MD87T9	Né(e) le 08/11/1990	À 75 PARIS 18
Nom : BA Prénom : CIRE				
Adresse : BAT A3 RUE DE LA RESIDENCE				
02400 ETAMPES SUR MARNE				
Droit réel : Propriétaire/Indivision		Numéro propriétaire: MD87T8	Né(e) le 21/10/1989	À 78 CHESNAY (LE)
Nom : ■ Prénom : ADAMA				
Adresse : 3 AV LOUISON BOBET				
94120 FONTENAY SOUS BOIS				
Droit réel : Propriétaire/Indivision		Numéro propriétaire: MD87T7	Né(e) le 19/04/1973	À 99 SENEGAL
Nom : ■ Prénom : MAMADOU YAYA				
Adresse : 26 RUE GILBERT CESBRON				
75017 PARIS				

Délivré le 20/02/2025

Source : Direction Générale des Finances Publiques

Page 1 / 2

Propriété(s) bâtie(s)																										
Désignation des propriétés							Identification du local						Évaluation du local													
An	Sec	N° Plan	C. Part	N° Voie	Adresse	Code Rivoli	Bat	Ent	Niv	N° porte	N° fiscal du local	S Tar	M Eval	AF	Nat loc	Cat	RC Com imposable	Col	Nat Ex	AN RET	AN DER	Fraction RC Ex	NEXD	TX OM	Coef	RC TEOM
19	85	26		2	RUE ANDRÉ DEL SARTÉ 601 LOT 0000031 13/1012	0321	A	01	02	06001	751180342910	1188	C	H	AP	S	763									763
Total revenu imposable pour la part communale							Total revenu exonéré pour la part communale							Total revenu imposé pour la part communale												
763 euro(s)							0 euro(s)							763 euro(s)												

Propriété(s) non bâtie(s)																						
Désignation des propriétés						Évaluation															Livre foncier	
An	Sec	N° Plan	N° Voie	Adresse		Code Rivoli	N° Parc	FR Perm	S Tar	SUF	GR/ ISQR	CL	Nat cult	Contenance HA & Ca	Revenu cadastral	Col	Nat Ex	AN Ret	Fraction RC Ex	NEXD	TC	Feuille
Contenance totale						Total de la part communale							Total de la part additionnelle							Majoration des terrains constructibles		
						HA	A	CA	Revenu imposable			Revenu exonéré		Revenu imposé		Revenu exonéré		Revenu imposé				
									0			0		0		0		0		0		

Délivré le 20/02/2025

Source : Direction Générale des Finances Publiques

Page: 2 / 2

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Les biens et droits immobiliers dont s'agit appartiennent à :

1°) Madame [REDACTED] née le [REDACTED] de nationalité sénégalaise, veuve de Monsieur Samba [REDACTED] et non remariée, demeurant [REDACTED] pour un quart en pleine propriété

2°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] - [REDACTED] de nationalité française, marié à Madame [REDACTED] à Ourossogui (SENEGAL) le 9 juillet 2015, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

3°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, marié à Madame [REDACTED] le 26 février 2022 à la Mairie de FONTENAY SOUS BOIS, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

4°) Monsieur [REDACTED] né le 30 octobre 1991 à PARIS (18^{ème} arrondissement), de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

5°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, pacsé à Madame [REDACTED] selon un pacte civil de solidarité (PACS) conclu le 26 janvier 2023 à CHOISY LE ROI (94), demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

6°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, marié à Madame [REDACTED] le 16 décembre 2023 à la Mairie de VILLE PARISIS, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

7°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{ème} en plein propriété

8°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

9°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

10°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

11°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

12°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

13°) Monsieur [REDACTED] né le 1^{er} décembre 1999 à SAINT-MAURICE (94), de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

14°) Madame [REDACTED] née le [REDACTED] de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

15°) Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité sénégalaise, marié à Madame [REDACTED] à la mairie de Ourossogui (SENEGAL) le 12 septembre 2003 sous le régime de la communauté aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable, demeurant [REDACTED] pour 3/56^{èmes} en pleine propriété

suite au décès de Monsieur Samba [REDACTED] né le 2 janvier 1943 à Ourossogui (SENEGAL), décédé le 24 janvier 2013 à Créteil (94) aux termes d'une attestation immobilière après décès reçue par Maître Patricia MORINEAU, Notaire à ALFORTVILLE, le 18 octobre 2013 dont une expédition a été publiée au 10^{ème} bureau du Service de la Publicité Foncière de PARIS le 29 octobre 2013 Numéro SAGES B214P10 volume 2013 P n°4782.

XXXXXXXXXXXXXXXX

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché à ce sujet.

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

**VINGT - CINQ MILLE EUROS
(25.000,00 €)**

Fait à Paris, le 4 août 2025
Par Maître Alain de LANGLE
Avocat poursuivant

17^e Rôde

